

**Arrêté préfectoral n° 5960/2026/59
fixant des prescriptions complémentaires de surveillance pérenne
à la société GÂCHES CHIMIE pour son établissement situé sur les communes de
Mourenx et d'Os-Marsillon**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement, en particulier son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 5960-10-64 du 24 décembre 2010 autorisant la société Gâches Chimie à exploiter une installation de stockage de produits chimiques sur les communes de Mourenx et d'Os-Marsillon ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 5960/2019/24 du 12 mars 2019 prescrivant à la société Gâches Chimie des mesures de gestion de la pollution en perchloroéthylène (PCE ou tétrachloroéthylène) pour son établissement situé sur les communes de Mourenx et d'Os-Marsillon ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 5960/2022/38 du 29 septembre 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n° 5960/2019/24 du 12 mars 2019 fixant des prescriptions complémentaires à la société GÂCHES CHIMIE pour son établissement situé sur les communes de Mourenx et d'Os-Marsillon (plan de gestion) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'Instruction n° DGS/EA4/2015/356 du 4 décembre 2015 relative aux eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** la Note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués – Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007 ;
- VU** le plan de gestion du 21 décembre 2017 mis à jour le 5 avril 2022 et les résultats de l'autosurveillance des piézomètres et piézairs ;

VU le bilan quadriennal de suivi de la qualité des eaux souterraines daté du 1^{er} mars 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19 novembre 2025 ;

VU la réponse de l'exploitant du 28 novembre 2025, demandant à prolonger le délai de transmission des résultats de l'autosurveillance à 2 mois et le courriel de l'exploitant du 6 janvier 2026, transmettant les caractéristiques des piézomètres ;

VU le rapport et les propositions en date du 9 avril 2026 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les limites techniques n'ont pas permis d'excaver l'ensemble des terres impactées et qu'il demeure une pollution résiduelle en PCE dans les sols du site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a procédé au retrait des sources de pollutions concentrées en PCE, en réalisant la première phase des travaux prescrite à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2019 sus-visé ;

CONSIDÉRANT que l'analyse des enjeux sanitaires réalisée en 2018 a conclu que les niveaux de concentration en PCE constatés à l'aval du site étaient compatibles avec les usages ;

CONSIDÉRANT que les concentrations moyennes mesurées depuis 2021 sur l'ouvrage PZP12 sont inférieures à 40 µg/L, valeur mentionnée dans l'Instruction n° DGS/EA4/2015/356 du 4 décembre 2015 relative aux eaux destinées à la consommation humaine ;

CONSIDÉRANT que les teneurs moyennes annuelles mesurées depuis 2022, en aval lointain du site, sont inférieures à la NQE de 10 µg/L sur les piézomètres PzS1, PP2, PZS12, PZ13, PZ14 et Pz15 ;

CONSIDÉRANT que depuis 2022, des concentrations en PCE supérieures à la NQE de 10 µg/L ne sont plus détectées dans les eaux souterraines qu'au droit du piézomètre PzP12 en aval immédiat du site ;

CONSIDÉRANT que les concentrations moyennes mesurées sur l'ouvrage PZP12 sont en décroissance régulière et que les concentrations moyennes en 2025 sont inférieures à la NQE de 10 µg/L ;

CONSIDÉRANT que le puits PP2, initialement prévu pour un suivi annuel, n'est accessible que partiellement et ne permet pas une surveillance fiable ; qu'il y a lieu de le remplacer par le piézomètre PzP15, plus représentatif et accessible toute l'année ;

CONSIDÉRANT que les concentrations mesurées dans les gaz des sols au droit du bâtiment D5 sont cohérentes avec les conclusions du plan de gestion de la pollution en PCE, complétée en 2022 par les résultats des gaz des sols, et ne remettent pas en cause le schéma conceptuel élaboré dans le cadre du plan de gestion ;

CONSIDÉRANT que les analyses du piézair PzR4 réalisées le 1^{er} décembre 2025 révèlent une concentration de 147,8 mg/m³, soit le niveau le plus élevé enregistré depuis le 7 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de cette valeur, l'inspection juge nécessaire de poursuivre la surveillance sur les piézairs ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire évoluer la surveillance pour tenir compte de ces évolutions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRÊTE

Article premier : Objet

La société Gâches Chimie, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Avenue de la Gare, 31 750 Escalquens, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son établissement situé sur les communes de Mourenx et d'Os-Marsillon.

Article 2 :

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions figurant en annexe I et II du présent arrêté.

Les dispositions des annexes I et II du présent arrêté remplacent les dispositions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 5960-10-64 du 24 décembre 2010.

Cet arrêté abroge :

- l'arrêté préfectoral n° 5960/2019/24 du 12 mars 2019,
- l'arrêté préfectoral n° 5960/2022/38 du 29 septembre 2022.

Article 3 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Mourenx et d'Os-Marsillon et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché dans les mairies de Mourenx et d'Os-Marsillon pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Mourenx et d'Os-Marsillon,
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, aux maires de Mourenx et d'Os-Marsillon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Gâches Chimie.

Pau, le **24 AVR. 2026**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET

ANNEXE 1 : Surveillance des eaux souterraines et des gaz de sol

Afin de surveiller la qualité des eaux souterraines, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

Article I.1 – Localisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

L'exploitant assure la surveillance des eaux souterraines par les ouvrages suivants :

Pt de mesure	N° BSS	Localisation par rapport au site	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage (m)
PZ2	/	Amont	Nappe alluviale d'accompagnement du Gave de Pau	6.71
Pz3	/	Aval dans site	Nappe alluviale d'accompagnement du Gave de Pau	6.13
Pz4	/	Aval dans site	Nappe alluviale d'accompagnement du Gave de Pau	8
PZP12 (EDF)	BSS002HPUV	Aval immédiat	Nappe alluviale d'accompagnement du Gave de Pau	7.02
PZP15	/	Aval lointain	Nappe alluviale d'accompagnement du Gave de Pau	5.48

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 2.

Article I.2 – Surveillance périodique des eaux souterraines

L'exploitant fait procéder, par un laboratoire agréé, à des campagnes de prélèvements et d'analyses sur les piézomètres mentionnés au point I.1 du présent arrêté.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses sont réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Les analyses à réaliser sont détaillées ci-après :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Hauteur piézométrique	-	Piézomètres listés à l'article I.1	Trimestrielle
pH in situ	1302		
température in situ	1301		
Oxygène dissous in situ	9132		
DDP in situ	-		
Potentiel redox in situ	1330		
DCO	1314		
COT	1841		
Nitrates	1340		
Nitrites	1339		
Ammonium	1335		
Hydrocarbures totaux	7154		
Fer	1393		
Aluminium	1370		
Manganèse	1394		
Arsenic	1369		
Sulfates	1338		

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Chlorures	1337		
Fluorures	7073		
Somme de COHV, incluant notamment :	7485		
1,1,2-trichloroéthylène	1286		
1,1-dichloroéthylène	1162		
1,1-dichloroéthane	1161		
1,2-dichloroéthylène (trans)	1727		
1,2-dichloroéthylène (cis)	1456		
chloroforme	1135		
1,1,2,2-tétrachloroéthylène	1272		

Article I.3 – Surveillance des gaz du sol et étude comparative des émissions en COHV

Concomitamment aux prélèvements des eaux souterraines, des prélèvements des gaz de sol sont réalisés pour analyse des solvants halogénés (COHV) dans les piézais PzR1bis et PzR4 implantés respectivement à l'extérieur du bâtiment technique D5/D6, en limite de la zone excavée et à l'intérieur du bâtiment technique D5/D6.

Article I.4 – Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant assure le suivi, l'analyse et l'interprétation des résultats des mesures qu'il réalise. Il transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de deux mois suivant chaque campagne de prélèvement, les résultats commentés des analyses réalisées.

Les résultats sont consolidés dans un bilan annuel de surveillance, transmis à l'inspection des installations classées, avant le 31 mars de l'année suivante.

Le bilan indique également si les résultats de cette surveillance révèlent une évolution de la pollution restante et viennent remettre en cause les conclusions de l'analyse des impacts sanitaires figurant dans le plan de gestion. Dans l'affirmative, une mise à jour du plan de gestion est transmise sous le même délai.

ANNEXE 2 : Localisation des ouvrages

